



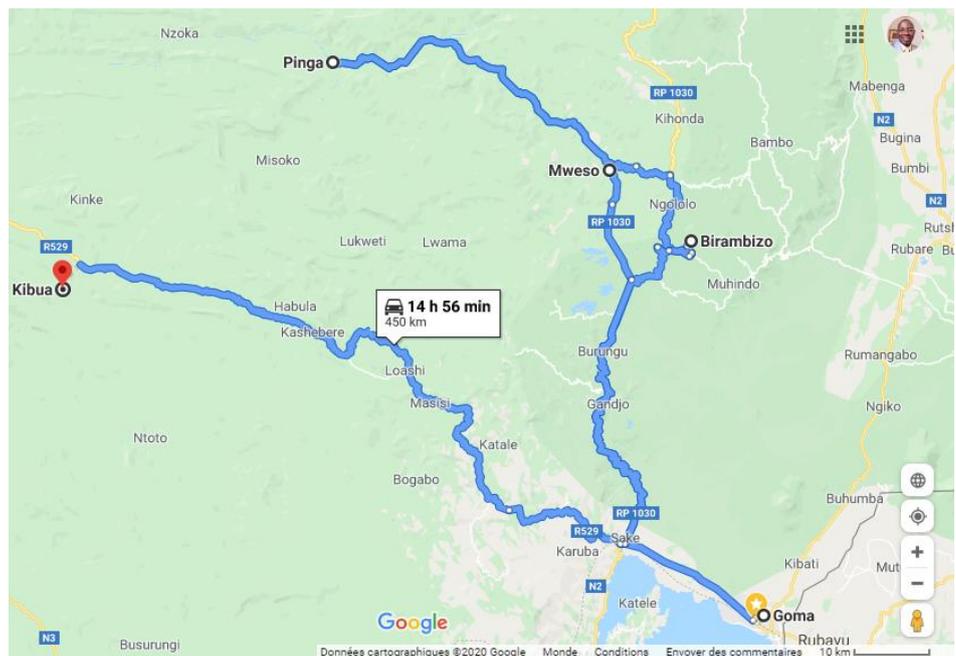
RAPPORT SECTORIELLE SECURITE ALIMENTAIRE RESULTANT DE LA MISSION D'ÉVALUATION INTERSECTORIELLE DANS LA ZONE DE SANTE DE PINGA, MWESO BIRAMBIZO et KIBUA DANS LES TERRITOIRES DE WALIKALE, MASISI ET RUTSHURU du 06 au 12 Juin 2020

Résumé exécutif

1. INTRODUCTION

Depuis Mars 2020 les zones de santé de Mweso, Pinga, Birambizo et Kibua, est confrontée à une crise humanitaire, née de la présence des groupes armés et des opérations militaires dans la zone. Cette crise a occasionné le déplacement interne d'environ 151 202 personnes et le retour de 32390 personnes selon les données issues du système des alertes humanitaires pour les zones de santé de Pinga, Mweso, Birmabizo et Kibua.

Ces déplacements massifs des populations ont fortement perturbé les moyens d'existence des populations de ces zones 4 zones de santé estimé à environ 1099176 personnes, principalement les activités agricoles et les marchés. Ces mouvements s'effectuent dans un contexte de sécurité alimentaire déjà volatile et précaire. Pour actualiser la situation de sécurité alimentaire dans ces zones, le



Cluster Sécurité Alimentaire conjointement avec la coordination des autres secteurs ont entrepris sous la coordination du Bureau de Coordination des affaires humanitaires, une évaluations rapide Multisectorielle dans les quatre axes dans les trois territoires de la Province du Nord-Kivu, notamment, le Territoire de Masisi, Walikale et Ruthsuru. Cette évaluation a couvert les axes hotspots des différentes zones de santé notamment : (i) Pinga centre Kalembe/Kalonge-Mpeti-Burayi (ii) Mweso-Bibwe (iii) Kibua-Kashebere iv) Nyanzale-Kikuku Bishusha-Bukombo-Katsiru.

A l'issue de la mission il s'est révélé que la situation de sécurité alimentaire de l'ensemble de la zone est plus que préoccupante. La mission a identifié un certain nombre des causes structurelles et conjecturelles comme étant à la base de cette situation d'insécurité alimentaire.

Par rapport aux causes structurelle il a été relevé dans la zone, une pauvreté généralisée marquée par l'incapacité des ménages à couvrir les dépenses alimentaires. Cette pauvreté est exacerbée par des années de guerres et d'instabilité socio-économique, une absence quasi-relative de l'autorité étatique et d'une politique de protection sociale totalement absente dans la zone mis à part quelques interventions de courte durée des ONG et agences humanitaires.

S'agissant des causses conjoncturels : les interviews organisées avec les hommes et les femmes ont révélé à côté des FARDC et de la police Nationale congolaise la présence et lutte du pouvoir des multiples groupes armés entre autres des principaux, les Nyatura, NDC, FDLR, Mai-Mai, ayant comme motivation principale, selon les participants à l'interview le contrôle des ressources minières et sociales. En effet, en dehors des ressources minières et de l'exploitation des forêts qui constituent un des enjeux majeurs de la lutte armée, il s'est instauré dans certaines zones Pinga, et Mweso un système de paiement de taxe mensuel de survie de 1000 à 2000 FC par toute personne civile majeure de plus de 18ans dans chaque ménage. Cette pratique d'exploitation de la population continue à prendre de l'ampleur dans la zone et constitue actuellement l'une principale source de revenu qui finance à côté des autres sources les mouvements armés dans la zone.

D'autres causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaires mentionnées dans la zone, notamment i) accès réduit à la terre suite à l'insécurité, ii) les contraintes liées à l'agriculture notamment : le manque de services d'encadrement technique, l'épuisement du sol, le manque d'intrants agricole, les contraintes et aléas agro climatologique iii) la faible diversification agricole ; iv) la faiblesse des revenus et leur faible diversification v) le manque de circuits de distribution du à une situation de marché précaire et un état de délabrement avancé des infrastructures routier et de dessertes agricole vi) une fluctuation des prix au niveau des marchés ainsi que vii) la vulnérabilité générale de la zone à la présence des groupes armées et à l'insécurité qui s'en suit.

2. PRINCIPAUX RESULTATS SUR SITUATION DES INDICATEURS SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA ZONE

Les données collectées au cours des sondages des ménages, des entretiens libres et focus groupes avec les populations dans les zones révèlent que :

- La situation de la sécurité alimentaire de la majeure partie zones évaluées surtout celle de Pinga et de Kibua, se révèle très préoccupante. Il s'agit non seulement d'une insécurité alimentaire chronique qui affecte la zone, mais également d'une insécurité alimentaire aigüe considérant les chocs et vulnérabilités que subissent actuellement les zones.
- La situation d'insécurité alimentaire se reflète non seulement à partir des indices de malnutrition élevés dans la zone, mais aussi avec des niveaux préoccupants des indicateurs de la sécurité alimentaire.
- En effet, par rapport à la prévalence de l'insécurité alimentaire, les données révèlent qu'environ 45,3 % des ménages (Mweso 33,4%, Kalembe 38,6%, Birambizo 51% Pinga 58,4%) vivent dans l'insécurité alimentaire sévère marquée. Cette situation est encore très prononcée dans Pinga, et de Birambizo où les proportions surpassent plus de 50%. Par rapport au seuil de sévérité de 20%, L'indice domestique de faim révèle que 19% (Mweso 20,2%, Mpeti 32,7%, Kalembe 27,7%, Pinga 39,5%) des ménages dans les environs ces zones sont dans la phase 4 de l'IPC ; la situation est encore dramatique pour l'axe Mweso, Kalembe Mpeti, Pinga. L'analyse de l'indice de stratégie de survie qui révèle l'évolution des comportements des ménages et qui indique les degrés d'insécurité alimentaire comparés dans le temps ou à partir d'un seuil de référence de 20% révèle qu'au moins 47% des ménages vivent avec des moyens de survie de stress, cette situation est encore plus prononcée dans la zone de santé de Pinga et de Kibua.

Le nombre de repas moyen par jour reste monotone avec moins de 4 groupes d'aliments et atteint difficilement la fréquence de deux repas par jour pour la majorité des ménages. Le principal moyen d'existence est l'agriculture mais seuls 50,2% (Mweso 66,7% ; Mpeti 51,8% ; Kalembe 28,4%, Pinga 76,4%) des ménages interviewés possèdent leurs propres terres, les autres dont la majorité sont des déplacés accèdent difficilement à la terre en terme location, emprunt, metayage, travail contre terre. Le taux global de possession de bétail est de 23% signifiant que 77% des ménages n'ont pas d'élevage. Le revenu des ménages étant extrêmement très faible (estimé à 10\$/ménage/Mois) environ 95% des revenus sont orientés vers l'alimentation et la survie, y compris la taxe locale survie de 1000 FC à 2000FC appelé localement LALA SALAMA dont doit payer toute personne de plus de 18 ans dans un ménage.

La faible exploitation agro pastorale réduit la disponibilité alimentaire en produit vivrier et maraichères et cela affecte l'accès physique et financier des ménages aux vivres et réduit l'opérationnalité des marchés.

3. PRINCIPAUX CONSTATS SUR LES CHOCS ET VULNERABILITES DE LA ZONE

La situation de l'insécurité alimentaire ci-dessus relevée est la résultante de certains chocs et vulnérabilités qui affectent les 4 axes visitées notamment (i) Pinga centre Kalembe/Kalonge-Mpeti-Burayi ii) Mweso-Bibwe iii) Kibua-Kashebere iv) Katsiru-Nyanzale-Kikuku Bishusha-Bukombo-Katsiru.

Les interviews et Focus groupes réalisés séparément avec les femmes et les hommes ont révélé un certain nombre des chocs et vulnérabilités qui peuvent être groupés par quatre catégories :

- **Les chocs politiques-militaire :** La présence des groupes et mouvements armés contrôlés et non contrôlés dans la zone affecte considérablement les cours de vie des ménages. Les NDC les APLCS, les Nyatura, les FDLR, les Mai-Mai, les FARDC et PNC et leurs opérations...ont été nommés pendant les interviews. Les populations interviewées estiment que la présence de ces groupes a comme principaux leitmotifs, le contrôle des espaces et des ressources que regorgent la zone et n'a rien à avoir avec la protection ou le développement de la zone. La lutte de pouvoir et les affrontements armés dans les zones pour y et assurer le leadership est la base principale de l'insécurité (Pinga Birambizo). Les populations estiment détenir des preuves que les politiciens au niveau National, Provincial et même international sont à la base du maintien des groupes armés ; selon les certains ménages c'est cette complicité apparente qui fait que les groupes armés et leurs

opérations ne puissent pas être éradiquer complètement. Il s'en suit que, les mouvements de populations récurrents, l'insécurité, les braquages, les tueries, les enlèvements... exprimés par 100% sont les principaux chocs qui affectent les moyens d'existences dans la zone

- **Chocs biophysiques** : Le positionnement géographique de la majeure partie de L'axe Mweso kalembe, Pinga est situé à bords des cours d'eau Mweso, Osso et autres. Selon les ménages, les chocs biophysiques qui affectent ces parties sont liés aux inondations, aux débordements des rivières et destructions des infrastructures de base (routes, et champs...), aux attaques de cultures, aux maladies des animaux et des cultures, aux débordements des rivières et cours d'eau, exprimé par 72% des ménages (Pinga 78%, Kalembe 68%, Mweso 70%) et qui réduisent non seulement la production, mais également limite l'accès dans les zones de production.
- **Les chocs économiques** : Ces chocs sont liés à la pauvreté grandissante, associées à la précarité des marchés, la hausse des prix, pillages, le chômage qui affecte plus de 80% des jeunes, la détérioration des infrastructures et voies d'accès dans les localités et aux champs... exprimé par 82% (Pinga 89%, Mweso 81%, Kibua des populations interviewées. Au cours des focus groupes, les ménages ont estimé à 10\$ les dépenses moyen mensuel d'un ménage mais plus de 70% des ménages n'y ont pas accès.
- **Les chocs socio-sanitaire ou de santé** liée aux impacts des épidémies, la fréquence des maladies. Au cours des focus groupes dans la majeure partie des localités visitées, il a été mentionné une fréquence du paludisme, la diarrhée, des IRA... 97% des ménages ont estimé que les soins médicaux font partie des lignes de dépenses de ménages qui dissipe le revenu et les amène à hypothéquer et vendre leurs moyens d'existence.

Chiffres relevés :

Territoire	Zone de Santé	Pop ZS	PHASE de la ZS	Pop en 3&4 IPC	% IPC 3&4	Ménages en urgence	Personnes en urgence	RATIO IPC/urgence	Accessibilité Physique	Accessibilité sécu	Présence des acteurs	Niveau de priorité	Axes
Masisi	Mweso	417978	3	146292	35%	9254	55524	0,4	Maximum	Moyen	Acceptables	Priorité III	Mweso-Bibwe
Rutshuru	Birambizo	411587	3	135824	33%	9248	55488	0,4	Maximum	Moyen	Limite	Priorité II	Katsiru-Nyanzale-Kikuku Bishusha-Bukombo-Katsiru
Walikale	Kibua	108380	3	31430	29%	6974	41844	1,3	Minimum	Moyen	Médiocre	Priorité II	Kibua-Kashebere
Walikale	Pinga	161232	3	49982	31%	8153	48918	1,0	Moyen	Moyen	Médiocre	Priorité I	Pinga centre Kalembe/Kalonge-Mpeti-Burayi
	4 ZS	1099176		363528		33629	201774						

4. AMPLEUR DE LA CRISE SUR LES PILIERS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCES ;

4.1. Effets de la crise sur la disponibilité alimentaire

La disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés des zones enquêtées demeure insuffisante et médiocre. L'indisponibilité des denrées est donc un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire dans ces zones. Les autres contraintes exprimées et observées sont le manque de moyens financiers ou le prix trop élevé des denrées disponibles par rapport à la bourse des ménages, les difficultés d'approvisionnement ressortent principalement d'un problème d'accessibilité financière et physique dans les zones surtout celle de Pinga et de Kibua dans le walikale.

En revanche, il faut noter que la faible disponibilité alimentaire observée dépend également du faible niveau de production des ménages, dont une grande partie vivent de l'agriculture comme source de revenus principale. A ce niveau, la faiblesse de la production et surtout le manque de diversité impacte fortement la sécurité alimentaire des ménages. L'activité minière dans la zone et le braconnage fait partie des facteurs qui favorisent aussi l'agriculture dans les zones. Le manque ou la faiblesse de services agricoles de base et de services financiers est particulièrement prégnant dans la zone. L'endettement des ménages à chaque saison de semis et donc la part de production réservée au remboursement des dettes représente également un facteur important affectant le statut alimentaire des ménages.

Concernant les facteurs identifiés impactant directement la situation de sécurité alimentaire, il faut noter que l'accès à la terre est réduit aux déplacés et mêmes aux autochtones vis-à-vis de l'insécurité qui réduit l'exploitation des espaces éloignées. Ainsi l'évaluation a révélé des superficies moindres (10/20m) et une sécurité foncière plus faible chez beaucoup des ménages. Par ailleurs, le manque de diversification de la production a également des conséquences sur la nutrition dans les ménages. En effet, bien que toute la zone soit marquée par une prévalence du manioc et de banane (Pinga, Kibua...), les quantités importantes servent plus à la commercialisation qu'à la vente. On note également une faible proportion des ménages qui cultivent légumes, et les tubercules. La faible mise

en valeur de l'élevage est également à noter dans les zones d'enquête. Contrairement à d'autres zones de la province, la pratique et l'apport financier de l'élevage est particulièrement faible pour les ménages et pourtant c'est une activité à forte valeur ajoutée potentielle. Il faut aussi noter que l'exploitation minière de l'or, cassitérite et autres matières premières de la zone font qu'il y a un délaissement du secteur agricole et pastorale.

4.2. Effets de la crise sur l'accessibilité alimentaire

Avec plus de 68% des ménages déplacés déclarant dépendre exclusivement de l'agriculture comme source de revenus principale, les contraintes qui pèsent sur la production agricole sont directement liées au manque de ressource qui empêche les ménages de couvrir leurs besoins alimentaires. Les Focus Groups ont largement fait ressortir le poids que représente l'endettement dans la structure des dépenses des ménages. Principalement pratiqué par les femmes, le petit commerce reste peu rémunérateur. Avec l'augmentation du prix des denrées sur les marchés principaux ainsi que la part importante que représentent les dépenses de transport dans la conduite de cette activité, le petit commerce tend à perdre de plus en plus sa valeur ajoutée (alors qu'il constitue une source de revenus complémentaire). Le coût des transports a également des conséquences directes sur les dépenses de tous les ménages. En effet, pour de nombreux ménages qui vivent dans des zones isolées, les marchés principaux sont plus exploités par les étrangers plutôt que par les habitants. L'importance des dépenses de transport du au délabrement des routes, illustre ainsi les faiblesses des circuits de distribution et de transformation. Le niveau de sécurité alimentaire des ménages est directement lié au niveau de revenus. Le manque de diversification des revenus est également à mettre en avant. En effet, la plupart des ménages sont souvent dépendants d'une seule source de revenus, ce qui explique les faibles niveaux de revenus et rend dès lors ces ménages particulièrement vulnérables aux chocs. Enfin, le manque de services financiers tel que le crédit ou l'épargne ne permet pas aux ménages de répondre à des épisodes de manque, des chocs ou tout simplement à la période de soudure par des stratégies n'impactant pas négativement leur niveau de sécurité alimentaire. Les ménages adoptent des stratégies de réponse par le bas en termes de gestion du capital économique. Malgré une certaine disparité dans les niveaux de revenus des ménages de la zone, la section consacrée aux sources de revenus a mis en avant la faiblesse générale du niveau de revenus et donc la vulnérabilité des ménages dans leur globalité. Les faibles écarts de revenus entre les différents niveaux de sécurité alimentaire illustrent la facilité avec laquelle des ménages considérés comme en situation de sécurité alimentaire peuvent basculer dans l'insécurité alimentaire suite à un choc, même mineur.

4.3. Effets de la crise sur l'utilisation des aliments

Avec 50% des ménages qui utilisent une eau potentiellement impropre à la consommation et malgré une proportion considérable de ménages qui déclarent traiter l'eau, la problématique de l'accès à l'eau potable reste importante dans toutes les zones (Pinga, Kibua, B'Irambizo). La période de soudure et les épisodes de catastrophes naturelles, qui voient une baisse des stocks et des revenus, sont particulièrement difficiles pour les ménages, qui ont dès lors recours à des stratégies de réponse vers le bas : diminution des quantités de nourriture, moindre attention à la qualité, emprunts auprès d'usuriers, vente d'actifs etc. Le recours à ces stratégies est en partie lié à l'absence de services financiers, tels que l'épargne et le crédit, qui permettraient aux ménages de mitiger l'impact des périodes de manque sans entamer directement le capital du ménage. Les ménages adoptent fréquemment des stratégies de crise et de détresse. Non seulement que les ménages ne sont pas conscients de l'importance du respect des principes nutritionnels et de la diversité alimentaire mais ; les difficultés que rencontre les ménages pour les respecter est flagrante, notamment les ménages qui sont plus largement confrontés à la malnutrition et qui ne sont pas en mesure de consommer des aliments à forte valeur nutritive de manière régulière. Là encore, cette incapacité des ménages à respecter les principes de diversité alimentaire est étroitement liée aux restrictions des ménages en termes de capital économique

5. RECOMMANDATION ET STRATEGIE

5.1. Recommandation Générale

- Assurer le plaidoyer pour la protection des civiles et le respect des principes humanitaires dans la zone
- Maintenir un contact permanent avec les chefs des groupes armés pour l'éradication de phénomène de la taxe de survie
- Favoriser le positionnement des acteurs dans différents secteurs handicapés de la zone

- Privilégier le travail avec les organisations et structures communautaires locales en vue de leur renforcement des capacités.
- Faire une analyse de sensibilité du cash dans la zone, au besoin restreindre toute intervention privilégiant le cash direct au profit de foire avec coupon.
-

5.2. Recommandation sectorielle et stratégies

- Fournir une aide vitale adéquate aux populations en situation d'urgence en assurant l'accès à la nourriture
 - Assistance alimentaire aux ménages vulnérables
 - Appui à la production alimentaire d'urgence
 - Appui à la campagne agricole 2021
- Rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'urgence et de crise en assurant l'accès aux actifs productifs et aux marchés ;
 - Distribution de semences vivrières et outils
 - Renforcement des capacités des agriculteurs pour la production vivrière
 - Renforcement du capital des producteurs maraichers (kits semences + outils)
 - Renforcement du capital des éleveurs de petit bétail (petits ruminants, volaille, cobaye, canard à cycle court)
 - Augmenter la résilience de la zone en renforçant les structures sociales et économiques
 - Appui à la génération de revenus des ménages vulnérables à travers la Création d'activités génératrices de revenus au profit des populations en particulier des jeunes
 - Appui au développement des petits commerces auprès des femmes
- Promouvoir l'accès et la gestion inclusive des ressources naturelles par le dialogue et les opportunités économiques conjointes afin de renforcer les échanges intercommunautaires
- Renforcement du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

FAIT A à le 18 Aout 2020

Participants :

Organisation	Axe/Lieu à évaluer	Prénom/Nom du participant	Clusters	Contacts (Téléphone & Adresse email)
WFP, ABCOM, CONCERN, RACIJ, CAMME	Pinga centre Kalembe/Kalonge-Mpeti-Burayi	Adolphe MUWAWA,	Securité Alimentaire	0991013333,
NRC CAMME ABCCom ANPT-PP	Mweso-Bibwe	Freddy TUNDA Juvénal AIMERA Aline MUKAPASKA KATAMI IYEMA Florham	Freddy.tunda@nrc.no Floribertiyema1@gmail.com	+243 85 85 77 682, 82 88 18 997, +243 84 10 74 419 +243 99 53 76 017, +243975910644, 82 83 83 839,
FNH, Abcom, A	Kibua-Kashebere	Homéo NKUBA ISHUNGA		+243 990 327 49 +243 817 549 647
Caritas,	Katsiru-Nyanzale-Kikuku Bishusha-Bukombo-Katsiru			